

# ASSOCIATION BLANCHE DE CASTILLE

1, avenue de la Bretèche

78150 Le Chesnay

---

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

---

Exercice clos le 31 août 2023



+33 (0)1 30 21 30 18 | 12, rue Portalis, 75008 PARIS – France

**SOLAES.FR**

RICHEMONT CAPERAA AUDIT Sas de Commissariat aux comptes

Compagnie de Paris - Capital 80 000 € - RCS Paris B 481 805 240



**ASSOCIATION BLANCHE DE CASTILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 août 2023**

Aux membres de l'association BLANCHE DE CASTILLE

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'association BLANCHE DE CASTILLE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'annexe aux comptes annuels, note I.2) Faits marquant de l'exercice, relative à la provision pour congés payés.





Conformément à la nouvelle convention collective applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2022, la période d'acquisition des congés payés est fixée sur l'année scolaire. Par conséquent, la dette provisionnée chargée existante d'un montant de 113 275 n'a plus lieu d'être et fait l'objet d'une reprise sur l'exercice.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le règlement ANC 2018-06 est applicable aux OGEC. L'article 142-9 de ce règlement définit les concours publics ainsi que les règles de comptabilisations spécifiques relatives à ces concours publics.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre OGEC, nous avons vérifié la correcte application du règlement comptable ANC 2018-06 en matière de concours publics et de la présentation qui en est faite.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention







comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie







sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 janvier 2024

**Michel BROSSEAU**  
Commissaire aux comptes,  
Inscrit auprès de la compagnie  
Régionale de Versailles

Signé électroniquement le 24/01/2024 par  
Michel Brosseau

**Solaes**

# BILAN ACTIF

## ASSOBLAC LE CHESNAY

Nomenclature 2020 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

ACTIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F  I M M O B I L I S E	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :</b>				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, Autres Immobilisations Incorporelles	150 467	82 628	67 838	8 757
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>150 467</b>	<b>82 628</b>	<b>67 838</b>	<b>8 757</b>
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</b>				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	9 595 119	3 289 036	6 306 083	6 386 356
	- Installations techniques, matériel et outillage	817 929	693 063	124 866	74 000
	- Autres Immobilisation Corporelles	3 338 827	2 927 244	411 583	517 029
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	30 000
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>13 751 875</b>	<b>6 909 344</b>	<b>6 842 531</b>	<b>7 007 384</b>
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES :</b>				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	247 407	-	247 407	342 292
	- Autres Immobilisations financières	4 863	-	4 863	4 863
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>252 269</b>	<b>-</b>	<b>252 269</b>	<b>347 154</b>
	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>14 154 611</b>	<b>6 991 972</b>	<b>7 162 639</b>	<b>7 363 296</b>
A C T I F  C I R C U L A N T	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>	-	-	-	-
	<b>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES</b>	123 342	-	123 342	197 860
	<b>CREANCES :</b>				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	62 346	48 495	13 851	11 232
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	976 568	-	976 568	442 098
	<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 038 915</b>	<b>48 495</b>	<b>990 419</b>	<b>453 330</b>
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	0,00	-	-	-
	<b>INSTRUMENTS DE TRESORERIE</b>	-	-	-	-
	<b>DISPONIBILITES</b>	5 122 595	-	5 122 595	5 983 640
	<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	392 113	-	392 113	291 175
	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>6 676 964</b>	<b>48 495</b>	<b>6 628 468</b>	<b>6 926 005</b>
	<b>FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>	-	-	-	-
	<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>	-	-	-	-
	<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>	-	-	-	-
	<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>20 831 575</b>	<b>7 040 467</b>	<b>13 791 108</b>	<b>14 289 301</b>

# BILAN PASSIF

## ASSOBLAC LE CHESNAY

		Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S  A S S O C I A T I F S	<b>FONDS PROPRES</b>		
	<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	532 688	532 688
	<b>TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	532 688	532 688
	<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	<b>TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>	-	-
	<b>ECARTS DE REEVALUTION</b>	-	-
	<b>RESERVES</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	8 256 490	7 808 125
	Autres réserves	-	-
	<b>TOTAL RESERVES</b>	8 256 490	7 808 125
O V I S I O N	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	765 231	765 231
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	80 482	448 365
	<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>9 473 928</b>	<b>9 554 409</b>
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	2 082 715	2 105 445
	<b>PROVISION REGLEMENTEES</b>	-	-
	<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>11 556 643</b>	<b>11 659 854</b>
	<b>FONDS REPORTES E DEDIES</b>		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	<b>TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
D E T T E S	<b>PROVISIONS</b>		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	854 298	988 699
	<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>	<b>854 298</b>	<b>988 699</b>
	<b>DETTES</b>		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	-	-
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	351 959	341 303
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	443 909	312 684
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	286 740	457 700
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 583	209 496
	Autres dettes	263 050	292 121
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	17 927	27 444
	<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>1 380 167</b>	<b>1 640 748</b>
	<b>Ecart de conversion passif (V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	<b>TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)</b>	<b>13 791 108</b>	<b>14 289 301</b>



# COMPTE DE RESULTAT

## ASSOBLAC LE CHESNAY

01/09/2022 - 31/08/2023

Nomenclature 2020 &  
PCG

Nomenclature 2020 &  
PCG

	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	8 910	8 910
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	41 965	42 801
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	6 513 022	6 290 742
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 315 642	2 349 451
Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Res: Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	245 334	238 531
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	190 885	139 999
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	45 855	57 836
<b>TOTAL I</b>	<b>9 361 612</b>	<b>9 128 270</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	67 786	108 742
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	4 107 732	3 532 785
Aides financières	12 617	16 341
Impôts, taxes et versements assimilés	411 566	380 692
Salaires et traitements	3 071 720	2 913 813
Charges sociales	1 342 103	1 268 342
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	679 857	664 223
Dotations aux provisions	32 671	65 449
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	11 320	1 919
<b>TOTAL II</b>	<b>9 737 371</b>	<b>8 952 306</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-375 759</b>	<b>175 964</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	354	1 948
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	56 056	5 656
<b>TOTAL III</b>	<b>56 410</b>	<b>7 604</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	31	1 688
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
<b>TOTAL IV</b>	<b>31</b>	<b>1 688</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>56 379</b>	<b>5 915</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-319 380</b>	<b>181 879</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	2 666	49 851
Sur opérations en capital	241 188	260 794
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
<b>TOTAL V</b>	<b>243 854</b>	<b>310 645</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	4 956	44 160
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
<b>TOTAL VI</b>	<b>4 956</b>	<b>44 160</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>238 899</b>	<b>266 486</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>9 661 876</b>	<b>9 446 518</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>9 742 358</b>	<b>8 998 154</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-80 482</b>	<b>448 365</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## I. INFORMATIONS GENERALES

### 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

L'Ogec prend pour titre ASSOBLAC (ASSociation BLAnche de Castille)

Son siège est situé au 1 Avenue de la Bretèche, 78150 LE CHESNAY ROCQUENCOURT

L'Ogec a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, de statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou de plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'Ogec peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

L'Ogec peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'Ogec peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

La nature et le périmètre de ses activités sont les suivantes :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire.	Restauration scolaire
Enseignement secondaire : collège, Lycée général et technique.	Classes bilingues
Enseignement supérieur.	Etude surveillée
	Garderie

Les enseignants sont rémunérés par l'Etat. En 2022-2023, l'effectif est de 168 ( Primaire=20 ; Secondaire/ Enseignement supérieur =148)

Le personnel de droit privé, rémunéré par l'OGEC, représente 80,83 ETP (Equivalent Temps Plein)

Les locaux scolaires font l'objet d'un loyer inscrit dans les comptes.

## **2) Faits marquants de l'exercice :**

- Nous constatons une période inflationniste qui a un impact sur l'exercice 2022-2023.
- Conformément à la nouvelle convention collective applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2022, la période d'acquisition et la prise des congés payés sont fixées du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août pour toutes les catégories de personnels. Par conséquent, la dette provisionnée chargée existante d'un montant de 113 275 € n'a plus lieu d'être et fait l'objet d'une reprise sur l'exercice.
- Le 15 novembre 2022 a été signé un avenant avec le fonds de dotation Anne de Xainctonge portant sur le montant de l'indemnité d'occupation Bel Air/Pasteur. Celle-ci s'évalue à 679 700 € pour la période du 15/11/2022 au 14/11/2023.
- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les baccalauréats technologiques ne sont plus habilités à percevoir des entreprises le solde de la taxe d'apprentissage. Il n'y a donc plus de financement par la taxe d'apprentissage de nos classes STD2A.

## **3) Evènements postérieurs à la clôture :**

- Augmentation de la valeur du point de la CC EPNL de 2% au 1<sup>er</sup> septembre 2023

## **II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **1) Durée et dates de l'exercice comptable :**

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 août 2023.



**2) Référentiel comptable :**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

**3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :**

- Aucune

**4) Changements comptables :**

Aucun autre changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

**III. NOTES SUR LE BILAN.**

**1. Immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

**Taux d'amortissement habituellement pratiqués**

<b>Immobilisation ou composant</b>	<b>Durée d'amortissement</b>	<b>Taux d'amortissement linéaire correspondant</b>
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

## **2. Dépréciations d'éléments d'actif :**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

**3. Echéance des créances et des dettes :**

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

**4. Evaluation des valeurs mobilières de placement :**

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

Pour l'exercice clos au 31 août 2023, l'Assoblac n'a pas de valeurs mobilières de placement.

**5. Fonds propres :**

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

**6. Subventions d'investissement :**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.



**7. Provisions :**

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Précisions sur les engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite :

La provision est calculée à partir du droit qui sera dû lorsque le salarié atteindra l'âge de la retraite, auquel est appliqué le prorata du temps déjà acquis ; un abattement de 30% est pratiqué ensuite pour les salariés âgés de 40 à 50 ans, et de 80% pour ceux de moins de 40 ans.

La provision est calculée suivant le nouveau barème de la convention collective signé le 07 juillet 2015 applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2015

Précisions sur les provisions pour gros entretien

Les dépenses de gros entretien font l'objet d'une provision qui s'inscrit dans programme de bon état de fonctionnement des installations.

**8. Fonds dédiés :**

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

- Aucun fonds dédiés n'est comptabilisé pour l'exercice clos au 31 août 2023

**IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.****1. Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :**

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'Assoblac peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Précisions sur les cotisations collectées pour le compte de l'APEL, L'ODECY, l'ASELY, l'UGSEL, l'UROGEC, l'AS ECOLE et la Tutelle.

- L'Assoblac est mandataire : les cotisations, collectées puis reversées, sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

**2. Information sur les concours publics et les subventions :**

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU X).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions.

### 3. Ventilation du chiffre d'affaires :

La totalité des ressources a été obtenue par l'activité réalisée sur la commune du Chesnay-Rocquencourt dans le cadre des contrats d'association avec l'Etat pour l'enseignement.

### 4. Effectif employé pendant l'exercice :

Effectif moyen des salariés en 2022-2023

	Cadres	Agent de maîtrise	Non cadres	TOTAL
Hommes	3	6	13	22
Femmes	19	36	58	113
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>42</b>	<b>71</b>	<b>135</b>

**Effectif ETP**

**80,83**

### 5. Rémunération des dirigeants :

Selon la loi du 23 mai 2006 article 20, il doit être indiqué la rémunération des trois principaux dirigeants. Le Président, le Trésorier et le secrétaire, qui sont les principaux dirigeants de l'Assoblac ne perçoivent aucune rémunération ni aucun avantage en nature.

### 6. Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

En application du principe de spécialisation des exercices comptables, des produits constatés d'avance et charges constatées d'avance sont comptabilisés respectivement au passif et à l'actif du bilan. Les charges à payer et produits à recevoir sont rattachés aux postes de dettes et de créances.

Les consommations de l'exercice suivant déjà facturées à la clôture par les fournisseurs sont comptabilisées en charges constatées d'avance pour un montant de 392 112,67 €. Ce compte comprend également les assurances dommages ouvrages obligatoires à la construction qui sont considérées comme imputables aux dix années suivantes pour un total de 38 443,17 €.

Le compte des produits constatés d'avance comprend la subvention « manuels scolaires » 2023-2024 pour un montant de 1205 €, des fonds sociaux 2023-2024 aux lycéens et classes préparatoires pour un montant de 9 652 €, d'une participation de 1500 € de l'APEL pour la gestion mentale et divers produits pour un montant de 4 752,10 €.

## V. AUTRES INFORMATIONS.

**1. Engagements financiers donnés et reçus :**

Subventions votées par le Conseil Départemental et le Conseil Régional, pour lesquelles le délai de deux mois de vérification de légalité par le préfet est écoulé, et qui n'ont pas encore été utilisées à la date d'arrêté des comptes : **336 175 euros**

date de délibération de la Commission permanente	objet de la subvention	durée prévue (années)	montant voté
01/04/2021	Subvention CR 2021 - sécurisation	10	8 309
20/05/2022	Subvention CR 2022 - sécurisation	10	21 989
20/05/2022	Subvention CR 2022 - sécurisation	10	2 302
13/07/2022	Subvention CR 2022 - Rénovation	10	77 050
13/07/2022	Subvention CR 2022 - Rénovation	10	8 067
30/01/2023	Subvention CR 2023 - sécurisation	10	12 897
10/02/2023	Subvention CR 2022 - Rénovation	10	19 454
26/05/2023	Subvention CD 2023 - Rénovation	15	119 879
30/06/2023	Subvention CD 2023 - Informatique	5	66 228

**2. Engagements pris en matière de crédit-bail :**

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Frais de recherche et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
	Autres immobilisations incorporelles	106 081	80 650		36 264		150 467	
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
	<b>TOTAL I</b>	<b>106 081</b>	<b>80 650</b>	<b>0</b>	<b>36 264</b>	<b>0</b>	<b>150 467</b>	
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	Constructions	Sur sol propre	8 254 343	284 566	145 301	30 000	8 423 608	
		Sur sol d'autrui	1 203 286	7 142	38 918		1 171 511	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		887 549	85 348	154 968		817 929	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	3 175 018	66 737	375 063		2 866 691	
		Matériel de transport					0	
		Matériel de bureau et informatique	487 766	39 093	54 723		472 137	
		Mobilier						
		Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
	Immobilisations corporelles en cours		30 000			-30 000	0	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés							
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)							
	<b>TOTAL II</b>	<b>14 037 962</b>	<b>482 886</b>	<b>0</b>	<b>768 973</b>	<b>0</b>	<b>13 751 875</b>	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières		347 154		94 885		252 269	
	<b>TOTAL III</b>	<b>347 154</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>94 885</b>	<b>0</b>	<b>252 269</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>14 491 197</b>	<b>563 536</b>	<b>0</b>	<b>900 121</b>	<b>0</b>	<b>14 154 612</b>	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
	Autres immobilisations incorporelles	97 324	21 568	36 264		82 629	
	<b>TOTAL I</b>	<b>97 324</b>	<b>21 568</b>	<b>36 264</b>	<b>0</b>	<b>82 629</b>	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions	Sur sol propre	2 144 167	362 457	145 301	2 361 323	
		Sur sol d'autrui	927 106	39 525	38 918	927 713	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		813 549	34 482	154 968	693 063	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	2 718 137	179 942	375 063	2 523 016	
		Matériel de transport				0	
		Matériel de bureau et informatique	427 618	31 333	54 723	404 229	
		Mobilier				0	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
	<b>TOTAL II</b>		<b>7 030 577</b>	<b>647 739</b>	<b>768 973</b>	<b>0</b>	<b>6 909 343</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>7 127 901</b>	<b>669 307</b>	<b>805 236</b>	<b>0</b>	<b>6 991 972</b>

**TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)**

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières				
	Stocks et en-cours					
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		53 747	10 550	15 801	48 496
	Autres créances					
	Valeurs mobilières de placement					
	<b>TOTAL</b>		<b>53 747</b>	<b>10 550</b>	<b>15 801</b>	<b>48 496</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles			10 550	15 801	



**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)**

CREANCES	Détail	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
			≤ 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts Glatigny				
Prêt au logement		247 407		247 407
dépôts et cautionnements versés		4 863		4 863
Autres créances immobilisées		0		
<b>Sous-total créances de l'actif immobilisé</b>		<b>252 269</b>	<b>0</b>	<b>252 269</b>
<b>Avances et acomptes versés sur commande</b>		123 342	123 342	
Fournisseurs débiteurs	123 342			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés		62 346	62 346	
Familles douteuses ou litigieuses	48 495			
Autres créances familles	13 851			
Créances reçues par legs et donations		0		
Autres créances		976 568	976 568	
Fournisseurs avoir à recevoir	10 644			
Personnel avances et acomptes	2 398			
CSE	7 445			
Subvention d'investissement à recevoir	336 175			
Subvention de fonctionnement à recevoir	476 031			
Autres comptes débiteur divers	143 876			
<b>Sous-total créances de l'actif circulant</b>		<b>1 038 915</b>	<b>1 038 915</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>1 414 526</b>	<b>1 162 256</b>	<b>252 269</b>

DETTES	Détail	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
			≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
Emprunts et dettes financières divers						
<b>Sous-total dettes financières</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
Avances et acomptes reçus		351 959	351 959			
Acomptes reçus des familles	345 150					
Familles créditrices	6 809					
Dettes fournisseurs		443 909	443 909			
Fournisseurs ordinaires	417 310					
Fournisseurs factures non parvenues	26 598					
Dettes des legs et donations	0					
Dettes fiscales et sociales		286 740	286 740			
Urssaf	114 356					
Mutuelle	20 588					
Humanis retraite	36 133					
Prévoyance	19 990					
Autre charge de personnel à payer	17 149					
Taxe sur les salaires	31 540					
Prélèvement à la source	16 186					
FCP	6 253					
PEC	22 694					
Autres impôts et taxes	1 850					
Dettes sur immobilisations		16 583	16 583			
Fournisseur immobilisation -retenue de garantie	16 583					
<b>Autres dettes</b>		<b>263 050</b>	<b>263 050</b>			
Garantie élèves	63 665					
Club bilingue	2 080					
Caisse solidarité	53 800					
Aide APEL	2 830					
Caisse solidarité Restauration	27 400					
Activités Ecole-Collège	14 115					
Livre APEL	18 541					
Projet Ecole	9 755					
Activités Haut Bel Air	865					
Autres créditeurs divers	70 000					
<b>Sous-total autres dettes</b>		<b>1 362 240</b>	<b>1 362 240</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>1 362 240</b>	<b>1 362 240</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

### TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
<div style="font-size: 48px; opacity: 0.3; transform: rotate(45deg); position: absolute; top: 50%; left: 50%; pointer-events: none;">X</div>												



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>					
Valeur du patrimoine intégré					
Fonds statutaires					
Apports sans droit de reprise					
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables					
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	532 688				532 688
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>					
Apports avec droit de reprise					
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables					
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
<b>Ecart de réévaluation</b>					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
<b>Réserves</b>					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	7 808 125				8 256 490
dont Réserves pour investissements	7 715 133	448 365			8 163 498
dont Réserves de trésorerie	92 992				92 992
Autres					
Report à nouveau	765 231				765 231
Excédent ou déficit de l'exercice	448 365		-80 482	448 365	-80 482
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>9 554 409</b>	<b>448 365</b>	<b>-80 482</b>	<b>448 365</b>	<b>9 473 927</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 105 445		218 458	241 188	2 082 715
Subventions d'équipement	2 026 180		218 458	210 784	2 033 854
dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	79 265		0	30 404	48 861
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement					
Autres subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits des propriétaires (prêt à usage)					
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>11 659 854</b>	<b>448 365</b>	<b>137 976</b>	<b>689 553</b>	<b>11 556 642</b>

## TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

## TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentations	Diminutions	Montant global
<b>Montant nominal :</b>				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	3 867 385	218 458		4 085 843
<b>TOTAL</b>				
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	1 841 205	210 784		2 051 989
<b>TOTAL</b>				

## 3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)		Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Subv CG préau-faux plafond	Conseil Départemental	162 276	32 455	10 818	21 637
Subv CR 10 préau	Conseil Départemental	62 382	12 476	4 159	8 318
Subv CR 10 atrium	Conseil Régional	50 789	10 158	3 386	6 772
Subv CR 10 faux plafond	Conseil Régional	11 559	2 312	771	1 541
subv CG Travaux 2013	Conseil Départemental	155 340	75 081	10 356	64 725
subv CG 2014	Conseil Départemental	10 809	5 224	721	4 504
Subv CR 2013 PMR	Conseil Régional	76 209	20 322	7 621	12 702
Subv CG travaux 2015	Conseil Départemental	60 113	32 060	4 008	28 053
Subv CG travaux 2015	Conseil Départemental	159 892	127 914	10 659	117 254
SUBV CD TVX 16 AdX	Conseil Départemental	167 979	134 383	11 199	123 185
Subv CD info 17	Conseil Départemental	9 050	3 468	1 810	1 658
Subv CD info 17	Conseil Départemental	10 850	4 340	2 170	2 170
Subv CD info 17	Conseil Départemental	2 940	2 352	588	1 764
SUBV CD TVX 17 WIFI	Conseil Départemental	8 736	1 269	1 269	0
SUBV CD TVX 17 AdX	Conseil Départemental	214 264	171 411	14 284	157 127
SUBV CD TVX 18 AdX	Conseil Départemental	30 151	23 953	2 010	21 943
SUBV CD TVX 18 AdX	Conseil Départemental	201 259	161 007	13 417	147 590
Subv CD info 18	Conseil Départemental	21 328	8 531	4 266	4 268
Subv CD info 18	Conseil Départemental	23 880	9 154	4 776	4 378
SUBV CR TVX 17 AdX	Conseil Régional	40 000	28 000	4 000	24 000
SUBV CR TVX 18 AdX	Conseil Régional	30 000	21 000	3 000	18 000
SUBV CR TVX 18AdX	Conseil Régional	86 868	59 737	8 687	51 050
SUBV CR SECU 2016	Conseil Régional	5 231	3 662	523	3 139
SUBV CR TVX 19 secu	Conseil Régional	77 567	68 810	7 757	62 054
SUBV CR TVX 19 secu	Conseil Régional	32 127	28 914	3 213	25 702
SUBV CR TVX 20 secu	Conseil Régional	39 222	35 300	3 922	31 378
SUBV CD info 19	Conseil Départemental	15 530	15 530	3 106	12 424
SUBV CD info 19	Conseil Départemental	17 125	13 700	3 425	10 275
SUBV CD TVX ATRIUM	Conseil Départemental	272 744	254 561	18 183	236 378
SUBV CR TRVX ATRIUM	Conseil Régional	177 329	159 596	17 733	141 863
SUBV CR TRVX ATRIUM	Conseil Régional	20 014	18 013	2 001	16 011
SUBV CR SECU	Conseil Régional	8 309	8 309	0	8 309
SUBV CD TVX 19 placette	Conseil Départemental	246 532	230 097	16 435	213 661
SUBV CD TVX 20 cour	Conseil Départemental	91 856	85 732	6 124	79 609
SUBV CR 2022 RENOV	Conseil Régional	85 117	85 117	0	85 117
SUBV CR 2022 SECU	Conseil Régional	24 291	24 291	0	24 291
SUBV CD TVX 20 RENOV	Conseil Départemental	37 497	37 497	2 500	34 997
SUBV CD TVX 20 INFO	Conseil Départemental	9 442	9 442	1 888	7 554
SUBV CD TVX 23	Conseil Départemental	119 879	119 879	0	119 879
SUBV CD INFO 23	Conseil Départemental	66 228	66 228	0	66 228
SUBV CR 2023 RENOV	Conseil Régional	19 454	19 454	0	19 454
SUBV CR 2023 SECU	Conseil Régional	12 897	12 897	0	12 897
		<b>2 975 065</b>	<b>2 244 638</b>	<b>210 783</b>	<b>2 033 855</b>

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires	303 599	32 671	19 572		316 698
	Gros entretien	685 100		147 500		537 600
	Autres provisions pour charges					
	<b>TOTAL</b>	<b>988 699</b>	<b>32 671</b>	<b>167 072</b>	<b>0</b>	<b>854 298</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		32 671	167 072		





**TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)**

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
Machine à affranchir	820,80	3 283,20	820,80	0,00	0,00	820,80	
1 copieur Canon sdp	13 080,00	66 126,67	3 270,00	0,00	0,00	3 270,00	
1 copieurs Canon	13 963,12	23 465,79	13 963,12	38 398,58	0,00	52 361,70	
3 copieurs Canon	31 132,44	100 922,93	31 132,44	38 915,49	0,00	70 047,93	
270 IPAD	27 802,68	58 385,54	2 316,89	0,00	0,00	2 316,89	
140 IPAD	15 456,00	30 912,00	15 456,00	0,00	0,00	15 456,00	
280 IPAD	23 968,00	23 968,00	35 952,00	47 936,00	0,00	83 888,00	
<b>TOTAL</b>	126 223,04	283 096,13	102 911,25	125 250,07	0,00	<b>228 161,32</b>	

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
<b>TOTAL</b>				

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice 22-23	Exercice 21-22
Aides à l'emploi	0	0
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	10 028	83 951
Financement des formations par apprentissage	0	0
Forfaits d'externat	2 302 188	2 262 398
<i>dont forfait Etat</i>	964 146	960 830
<i>dont forfait Région</i>	622 281	612 656
<i>dont forfait Département</i>	586 974	555 260
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	128 787	133 652
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>2 312 216</b>	<b>2 346 348</b>
Subventions État (dont subvention COVID)	1 209	1 223
Subventions Région		
Subventions Département	1 140	1 140
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	1 077	739
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>		
<i>dont autres subventions (repas enseignants)</i>	1 077	739
Report de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>3 426</b>	<b>3 102</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>2 315 642</b>	<b>2 349 451</b>